



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de bio nettoyage et d'hôtellerie des locaux de
l'EPSM et de ses sites externes**

Centre hospitalier Alpes Léman
Etablissement support du GHT Léman Mont Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	7
1.4 - Obligation de résultat des prestations récurrentes	7
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	7
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	8
2 - Pièces contractuelles.....	8
3 - Intervenants	8
3.1 - Représentation du titulaire.....	8
3.2 - Groupement :	8
3.3 - Sous-traitance :	9
4 - Assurances	9
5 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
6 - Protection des données à caractère personnel.....	10
7 - Durée et délais d'exécution	10
7.1 - Durée du contrat	10
7.2 - Reconduction :	10
8 - Respect des dispositions du code du travail	11
9 - Prix.....	11
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
9.2 - Modalités de variation des prix	11
9.3 - Garanties Financières	12
10 - Avance.....	12
10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	12
11 - Modalités de règlement des comptes.....	12
11.1 - Répartition des paiements.....	12
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
11.3 - Factures électroniques	13
11.4 - Délai global de paiement	13
11.5 - Paiement des cotraitants	13
11.6 - Paiement des sous-traitants.....	14
12 - Conditions particulières d'exécution des prestations	14
12.1 - Personnel du titulaire	14
12.2 - Formation du personnel	14
12.3 - Respect des dispositions liées à l'hygiène et la sécurité.....	15
12.4 - Collecte des déchets.....	15
12.5 - Etats des lieux	15
12.6 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire.....	15
12.7 - Gestion des accès.....	16
12.8 - Remplacement d'un agent :	16
12.9 - Communication avec le titulaire.....	16
12.10 - Continuité de service	17
13 - Transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel en fin de contrat.....	17
14 - Développement durable.....	18
15 - Constatation de l'exécution des prestations	18
15.1 - Contrôle de la qualité des prestations	18
16 - Pénalités.....	19

16.1 - Pénalités spécifiques à l'encadrement et au pilotage, applicables aux lots 1,2 et 3	19
16.2 - Pénalités spécifiques aux prestations récurrentes des Lots 1 et 2.....	19
16.3 - Pénalités spécifiques aux prestations ponctuelles des Lots 1 et 2	20
16.4 - Pénalités applicables aux lot 3.....	20
17 - Clause de réexamen	20
17.1 - Généralités	21
17.2 - Modifications d'ordre financier ou administratif	21
17.3 - Modifications d'ordre technique	23
18 - Résiliation du contrat.....	24
18.1 - Généralités	24
18.2 - Résiliation unilatérale pour un motif d'intérêt général.....	24
18.3 - Résiliation pour événement extérieurs au marchés	24
18.4 - Résiliation pour événement liés au marché	24
18.5 - Résiliation pour faute du titulaire	24
18.6 - Redressement ou liquidation judiciaire	25
19 - Règlement des litiges et langues.....	25
20 - Dérogations.....	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Des prestations de bio nettoyage et d'hôtellerie régulières en obligation de résultat d'une part et des prestations de bio nettoyage, vitrerie, transport de linge, collecte de déchets, réalisées ponctuellement d'autre part. Ces prestations seront réalisées pour le compte de l'EPSM et ses sites externes.

L'objectif du Bio nettoyage est d'obtenir une propreté visuelle et microbiologique. Il est obtenu par la combinaison d'un nettoyage, d'une évacuation des produits utilisés et de la salissure à éliminer et de l'application d'un désinfectant. Des études ayant révélé que l'application d'eau seule et que l'utilisation de microfibre par effet mécanique, capillaire et électrostatique était suffisants pour le traitement des sols non gras, l'EPSM a fait le choix de remplacer les techniques classiques pour le sol de tous les sites d'exécution du marché par la technique du bionettoyage par balayage humide à l'aide de bandeaux en microfibre.

Cette technique permettra de réduire la quantité de produit utilisés et par conséquent la quantité de rejet de détergent dans l'environnement et la consommation d'eau.

Ainsi les prestations de bio nettoyage seront exclusivement réalisées suivant le protocole de nettoyage sans chimie mis en place par l'établissement.

Le titulaire de l'accord-cadre est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe l'accord-cadre dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique) au bénéfice des membres du GHT. A ce titre, l'établissement support mène la procédure de passation et signe l'accord-cadre pour son compte et celui des établissements parties. Les établissements sont pour leur part, responsables de l'exécution de l'accord-cadre à l'exception de la passation d'éventuels avenants.

Lors du lancement de la présente consultation, les besoins de l'EPSM et de certains de ses sites annexes sont identifiés. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive et les besoins d'autres sites annexes de l'EPSM sont susceptibles d'être pris en compte en cours d'exécution du contrat, sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque réserve.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s), chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum HT pour la durée du marché
01	Prestations de bio nettoyage des locaux de l'EPSM et sites annexes du bassin annemassien	790 000 €
02	Prestations de bio nettoyage des sites annexes de l'EPSM dans le bassin chablaisien	445 000 €
03	Lot réservé : Prestation de Bionettoyage de la cafétéria du bâtiment principal de l'EPSM situé à la Roche sur Foron	160 000 €

Le lot 3 est un lot réservé.

Tel qu'autorisé par le code de la commande publique, seules les structures du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) et de l'insertion par l'activité économiques (IAE) visées par les articles L2113-12 et L2113-13 du code de la commande publique sont admises à soumissionner pour ce lot.

Lieux d'exécution :

Les prestations objet du présent accord-cadre seront exécutées sur les sites de l'EPSM de Haute Savoie. L'établissement est composé d'une activité intra-hospitalière à La Roche sur Foron disposant d'une capacité de 208 lits, de plusieurs centres de prise en charge ambulatoire répartis sur les bassins du Chablais et d'Annemasse ainsi que d'antennes spécifiques aux enfants et aux adolescents.

Lors du lancement de la présente consultation, les besoins de l'EPSM et de certains de ses sites annexes sont identifiés. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive et les besoins d'autres sites annexes de l'EPSM sont susceptibles d'être pris en compte en cours d'exécution du contrat, dans la limite des dispositions réglementaires et de la jurisprudence administrative en cas de modification du marché par avenant, sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque réserve.

Tel que précisé dans les grilles de recensement et l'annexe financière, tous les sites répertoriés ci-après ne sont pas concernés par la réalisation de prestations récurrentes. Une partie des sites des lots 1 et 2 feront en effet l'objet de prestations à la demande sur bon de commande.

LOT 1		
La-Roche-Sur-Foron :		
EPSM	530 Rue de la Patience, 74800 La Roche-sur-Foron	
Centre de consultation, CMPI	219 route des Bois des Fornets, 74800 La Roche-sur-Foron	
Bonneville :		
CMP/CATTP	12 rue du Manet, 74130 Bonneville	
EMAS	10 rue du Manet, 74130 Bonneville	
CMPA	10 rue du Manet, 74130 Bonneville	
Cluses :		
CMP, CATTP, CMPI, CATTPI	9 route de Chatillon, 74300 Cluses	
Sallanches :		
CMP/CMPI/CATPPI/HDJ	127 rue Cancellieri, 74700 Sallanches	
Saint Julien en Genevois :		
CMP/CMPI	5 rue des mésanges, 74160 Saint Julien en genevois	
Vetraz-Monthoux :		
Centre Jean Itard CMPI/CATTPI	43 chemin des carrés, 74100 Vetraz-Monthoux	
Centre Daquin CMP/CATTP/HDJ	Impasse Henri Becquerel, 74100 Vetraz-Monthoux	
Maison des Adolescents Rouge Cargo	2 rue Pierre et Marie Curie, 74100 Vetraz-Monthoux	
LOT 2		
Evian-les-Bains :		
CMPI	1 avenue de Larringes,74500 Evian-les-Bains	
CMPA	1 place docteur Jean Escoubes,74500 Evian-les-Bains	
Thonon-les-Bains :		
CATTP/Point Ecoute Jeune	6 route de Vongy, 74200 Thonon-les-Bains	
EMPS Helvetia	19 avenue de Sénevulaz, 74200 Thonon-les-Bains	
CMPI Thonon	3 avenue de la Dame, 74200 Thonon-les-Bains	
CMPA de Thonon	28 avenue de Genève, 74200 Thonon-les-Bains	
CMP/CATTP de Thonon	28 avenue de Genève, 74200 Thonon-Les-Bains	
HDJ	45 chemin des Harpes, 74200 Thonon-les-Bains	
HDJ Petite enfance	Rue de la lumière du lac, 74200 Thonon-les-Bains	
HDJ	17 chemin de Morcy, 74200 Thonon-Les-Bains	
Nouveau bâtiment (2026)	2 chemin du Genevray, 74200 Thonon-les-Bains	
LOT 3		
Cafétéria des locaux de l’EPSM	530 Rue de la Patience. 74800 La Roche-sur-Foron	

L'EPSM est également propriétaire de 26 appartements et chambres situés dans le périmètre géographique du présent marché pour lesquels il pourra être commandé ponctuellement la réalisation de prestations sur la base du BPU. La liste des appartements et leur localisation sont précisés à l'article du CCTP. Cette liste est cependant réputée non exhaustive et pourra être amenée à évoluer en cours de marché.

Le titulaire est informé que le CATTP et le point écoute jeune situé à 6 route de Vongy, et les Hôpitaux de jour situés respectivement rue de la lumière du lac et chemin de Morcy déménageront dans un nouveau bâtiment situé à Thonon-les-Bains en cours d'exécution du marché. Ce bâtiment accueillera également le CMPI de Thonon-les-Bains, et 2 nouvelles UPE. La date de livraison est estimée au 2ème trimestre 2026. Les prestations récurrentes du lot 2 réalisées sur ces sites pourront alors être transférées à la nouvelle adresse, ou alors commandées ponctuellement sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Obligation de résultat des prestations récurrentes

Les prestations récurrentes du titulaire sont soumises à une obligation de résultat.

Le descriptif des prestations à réaliser, présenté dans le CCTP constitue le minimum à réaliser.

Le titulaire en tant que professionnel se doit de les assurer afin de respecter ses obligations. Il lui appartient de mettre en œuvre les moyens adéquats pour répondre à ses obligations et garantir la continuité de service ainsi que la satisfaction des usagers et utilisateurs.

Sa responsabilité sera engagée sur simple constat que l'obligation n'a pas été exécutée. Le prestataire ne pourra s'exonérer de sa responsabilité qu'en prouvant la survenance d'un cas de force majeure.

Le titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à une majoration de rémunération en raison des dépenses qu'il aurait pu être amenée à engager pour l'exécution de son marché.

Il est précisé que du fait du caractère forfaitaire des prestations nait, pour le titulaire l'obligation d'exécuter toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de ses prestations et ce conformément aux stipulations des documents contractuels.

Il est également rappelé que le titulaire est responsable de la bonne exécution de la prestation ainsi que du personnel qu'il a désigné.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Le prestataire devra procéder à l'exécution de toutes les prestations précisées dans le CCTP et celles-ci seront reprécisées si besoin lors de chaque commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

Les prestations récurrentes feront l'objet de bon de commande. Celui-ci rappellera la durée d'exécution du bon de commande et le montant du forfait associé. La facturation de ces prestations est mensuelle et forfaitaire.

Les prestations complémentaires feront l'objet de bon de commande spécifique. Elles pourront concerner tous les sites d'exécution y compris ceux bénéficiant déjà de prestations forfaitaires.

Les bons de commande pour des prestations complémentaires préciseront :

- Les lieux de livraison des prestations
- La durée d'exécution du bon de commande
- le montant du bon de commande calculé sur la base des prix du BPU
- la nature et la description des prestations à réaliser

Dans tous les cas, seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Les éventuelles mises au point du marché
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Synthèse des prestations
 - Grilles de recensement
 - Procédures
 - Fiche de traçabilité
 - Référentiel qualité
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique et financière du titulaire

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

3 - Intervenants

3.1 - Représentation du titulaire

Le responsable des prestations assurera notamment le suivi de la bonne exécution des prestations, l'encadrement des agents et participera aux réunions.

Cette personne nommée désignée, sera qualifiée, aura une **parfaite connaissance du marché global** et sera compétente dans le domaine. Elle devra être aisément joignable par l'établissement bénéficiaire pendant les jours ouvrés entre 9h et 17h.

L'absence de réponse à une sollicitation de l'établissement bénéficiaire dans un délai de 24 heures ou l'absence à une réunion programmée donneront lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Il est également rappelé au titulaire qu'il demeure responsable des agents qu'il a désigné pour l'exécution de la prestation.

3.2 - Groupement :

En application des articles R2142-19 et S. du code de la commande publique, le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

Les entreprises peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire.

Si l'offre est produite par un groupement conjoint d'entreprise, la rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est comprise dans le prix forfaitaire des prestations qu'il réalise.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le cas échéant, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

3.3 - Sous-traitance :

La sous-traitance est autorisée cependant le titulaire ne pourra pas sous-traiter l'exécution de l'intégralité des prestations.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique. La demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement pourra intervenir au stade de la consultation ou en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où l'entreprise ferait appel à des sous-traitants, elle présentera, le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

L'acte spécial précise tous les éléments issus des dispositions correspondantes du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation des prix
- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer
- La nature des prestations sous-traitée

Dans le cas, d'un sous-traitant intervenant dans le cadre de prestations commandées sur BPU, le titulaire est tenu de demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement pour chaque bon de commande et avant toute intervention.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché.

4 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'assurance devra couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle que le titulaire du marché peut encourir en cas de dommages de toute nature causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des activités comprises dans son marché.

Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage.

L'établissement bénéficiaire dégage totalement sa responsabilité en cas de faute grave du titulaire du marché, de son personnel ou de ses sous-traitants.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les obligations de confidentialités sont complétées par l'article 5.2 du CCAG-FCS.

L'EPSM est un établissement recevant des patients présentant des troubles de santé mentale.

Sur l'ensemble de l'établissement il conviendra donc de signaler au cadre hôtelier de l'EPSM toute situation particulière ayant occasionné un risque pour l'agent intervenant.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements, s'engage à ce que les informations (techniques, financières ou organisationnelles), objets quelconques, documents et savoir-faire relatifs à l'activité des établissements, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des accords-cadres ou qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte, ne puissent être utilisés, ni remis à des tiers, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent contrat à respecter toutes dispositions relatives aux conditions d'intervention et protocoles de sécurité en vigueur au sein de l'établissement concerné. Dans ce cadre il s'engage à

signer et respecter tout document utile tel que notamment les conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention de l'établissement.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

6 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen ainsi que la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et au libéré, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord cadre et l'exécution de prestations contractuelles qui lui incombent.

Les données personnelles doivent être obtenues de façon licite et les données collectées doivent être limitées à celles qui sont nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Ainsi le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les finalités qui font l'objet de la prestation du marché
- Traiter les données uniquement pour la durée de l'accord-cadre.
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du pouvoir adjudicateur.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

Le titulaire doit, selon le choix du pouvoir adjudicateur, supprimer les données à caractère personnel ou les renvoyer au pouvoir adjudicateur au terme du contrat et détruire les copies existantes sauf législation contraire.

Le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations au titre du Règlement Général sur la Protection des Données, et pour permettre la réalisation d'audits et contribuer à ces audits.

Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. La conclusion d'un avenant ne sera pas obligatoire : la modification pourra être intégrée automatiquement à l'accord-cadre (ou du marché) sur simple information d'une partie par la partie la plus diligente.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période de 12 mois fermes à compter de la date de notification du marché.

Le démarrage de l'exécution des prestations est fixé au 1^{er} juillet 2025.

Le titulaire disposera d'un mois au minimum pour préparer le démarrage de l'exécution du marché.

7.2 - Reconduction :

Le contrat est reconductible tacitement trois (3) fois par période de 12 mois, soit une durée maximale de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le marché prendra fin si le montant maximum est atteint avant la date de fin prévue du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

8 - Respect des dispositions du code du travail

En application des articles L.1224-1 et suivant du Code du Travail et de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté, étendue par arrêté du 31 octobre 1994 (JORF 8 du 5 novembre 1994), le titulaire du présent marché s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché dans les conditions prévues par ces textes.

Le titulaire sortant a néanmoins indiqué qu'il prévoyait l'affectation des agents actuellement en place sur d'autres contrats ou d'autre structures.

Les candidats devront en tenir compte et proposer une offre en conséquence.

9 - Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord cadre est à prix mixte : les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et des prix unitaires selon les stipulations des documents financiers.

Les prix forfaitaires sont exprimés mensuellement et correspondent aux prestations détaillées dans le CCTP conformément aux fréquences précisées dans les grilles de recensement.

Les prix unitaires correspondent à des prestations complémentaires ponctuelles, conformément au CCTP et qui feront l'objet d'un bon de commande au fur et à mesure des besoins.

9.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution, et révisibles une fois par an à la date anniversaire du contrat, selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,30 + 0,70 \times (I_{mo} / I_{mo^0})]$$

Dans laquelle :

P = est le prix révisé

P₀ = est le prix initial (prix défini au mois de la remise des offres ou au moment de la dernière révision)

I_{mo}⁰ = est l'indice main d'œuvre du secteur tertiaire (valeur de l'indice connu au mois de la remise de l'offre ou au moment de la dernière révision)

I_{mo} = est l'indice main d'œuvre du secteur tertiaire publié au moment de la révision

I _{mo} : Indice main d'œuvre - secteur tertiaire	
Type d'indice	INSEE
Nom	Indice du coût du travail - Coût horaire - Tertiaire
Identifiant	010762001
Le trouver	https://www.insee.fr/statistiques/serie/010762001

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

A cet effet, le titulaire transmettra 2 mois au plus tard avant l'application des nouveau prix, ses nouvelles conditions financières prenant en compte la formule de révision, par envoi d'un email à : achats_publics_ghet@ch-alpes-leman.fr
Le titulaire s'engage à joindre la preuve des valeurs des indices.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne fournit pas ses nouvelles conditions dans les délais, la révision n'interviendra qu'à l'échéance de l'année suivante.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord du pouvoir adjudicateur.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique vaut accord.

Clause limitative dite " de butoir " : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 2,00 % maximum par an.

Clause dite de sauvegarde:

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, L'établissement se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2 % par révision.

9.3 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglée respectivement au fournisseur, à ses cotraitants et aux sous-traitants en ce qui concerne la prestation forfaitaire.

Dans le cas, d'un sous-traitant intervenant dans le cadre de prestations commandées sur BPU, le titulaire est tenu de demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement pour chaque bon de commande et avant toute intervention.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Il est demandé d'établir obligatoirement une facture mensuelle distincte pour :

- Les prestations récurrentes
- Les prestations complémentaires ou ponctuelles.

La facture fera également apparaître le détail du montant facturé par site d'exécution.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

11.3 - Factures électroniques

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant de la structure publique (SIRET) : 267 400 166 00018

Le titulaire prendra attache avec le service gestionnaire de l'établissement pour préciser les modalités de dépôt des factures.

11.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Conditions particulières d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les lieux d'exécution connus à la date de démarrage du marché sont précisés à l'article 1.2 du présent CCAP.

12.1 - Personnel du titulaire

Quel que soit le lieu d'exécution de la prestation, le personnel employé en charge de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

Le titulaire est tenu de transmettre la liste nominative de tout le personnel intervenant sur site.

Tout remplacement d'un agent sera également communiqué sans délai à l'EPSM. A l'exception du remplacement non prévisible d'un agent, le nom du nouvel intervenant sera communiqué dans un maximal de 24 heures avant toute intervention.

Encadrement

Le soumissionnaire décrira précisément les fonctions et l'organisation du responsable de l'encadrement.

Vêtements de travail

Le personnel d'exécution du titulaire devra porter un vêtement de travail et des accessoires de protection. En outre tous les agents en activité y compris le personnel d'encadrement devra en permanence pouvoir être identifié. Les tenues devront être identiques pour tous les agents et être fournies en nombre suffisant.

La direction de l'établissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire, le remplacement, sans versement d'aucune indemnité, de tel ou tel agent dont la tenue ou le comportement général ne serait pas compatibles avec les exigences que l'établissement a l'obligation de faire respecter.

Les vêtements de travail des agents intervenants sur le site de l'EPSM à la Roche sur Foron et leur entretien, sont pris en charge par l'EPSM. En revanche, pour tous les autres sites d'exécution, les agents devront fournir leurs tenues de travail.

Discipline :

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel titulaire :

- D'introduire dans les locaux une personne étrangère au contrat
- De pénétrer sur le site sans badge
- De provoquer du désordre de façon quelconque
- De manquer de respect au personnel et aux patients
- D'introduire ou de prendre des boissons alcoolisées dans les locaux aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse.
- De disposer d'objet non autorisé dans l'établissement
- D'utiliser du matériel non autorisé

12.2 - Formation du personnel

Une formation théorique au particularité du Bio nettoyage sans chimie sera dispensée par l'EPSM aux encadrants du marché dans le mois qui suit la notification.

Une formation continue destinée à maintenir les connaissances et acquérir de nouvelles pratiques sera assurée par le titulaire. Sur demande de l'établissement, le titulaire devra fournir les plans de formation et attestations nominatives de formation de son personnel.

Le titulaire devra notamment assurer la formation au bio nettoyage sans chimie de tous les agents d'entretien avant le démarrage de l'exécution des prestations et à chaque nouveau recrutement.

A cette occasion, un certificat de formation devra être remis à l'agent.
Aucun agent non formé ne pourra exécuter la prestation.

12.3 - Respect des dispositions liées à l'hygiène et la sécurité.

Avant tout commencement d'exécution, Le titulaire sera invité à une séance de signature des documents de sécurité et conditions d'intervention. Le titulaire fera application du plan de prévention qui lui aura été remis à cette occasion. Toute modification par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'une nouvelle signature.

Le titulaire est réputé connaître toutes les consignes de sécurité régissant le fonctionnement des bâtiments ainsi que toute conditions particulières d'intervention.

Les agents intervenant sur site auront reçu du titulaire toutes les consignes de sécurité et secours. Aussi le titulaire prendra à ses frais et sous sa responsabilité toutes dispositions utiles pour garantir la protection de l'environnement de son personnel et des usagers.

Le titulaire ne pourra se prévaloir des sujétions occasionnées par l'exploitation normale des bâtiments pour éluder ses obligations ou pour élever une réclamation.

Signalement d'anomalie :

Le responsable du marché est tenu d'informer l'établissement de tous les difficultés dans l'exécution de son marché.

Ainsi il signalera toute anomalie telle que :

- Dégradation diverses nécessitant l'intervention de la maintenance, pannes...
- Défaut d'éclairage
- Fuite ou bouchage éventuels
- Vols
- Dégradations...

12.4 - Collecte des déchets

Les prescriptions relatives à la collecte et à l'évacuation des déchets visées aux articles 6.4 et 9.6 du CCTP de l'accord-cadre s'appliquent suivant des précisions figurant dans la procédure propre et au présent article.

Il est précisé que le titulaire ne s'occupera pas des déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI).

Le candidat est tenu de se conformer aux spécificités des lieux d'exécution et aux évolutions organisationnelles, notamment celles qui pourraient découler de nouvelles pratiques des collectivités en charge de la collecte des ordures ménagères.

12.5 - Etats des lieux

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlement applicables en pareille matière.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé dans le mois qui suit la notification du marché.

Le titulaire devra signaler à l'établissement, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du marché, toute surface ayant un caractère de propreté non réversible ne permettant pas d'atteindre le résultat escompté.

Une validation contradictoire sera réalisée à l'expiration de ce délai. Toute surface non signalée dans ces délais devra être entretenue conformément aux conditions définies par le présent CCATP.

A la fin du marché, qu'il s'agisse d'une fin normale ou d'une résiliation prématurée, un état des lieux de sortie à caractère obligatoire sera établi. En cas de dégradation liée à l'usage des locaux par les agents du titulaire, le titulaire du marché devra remettre en état à ses frais la partie concernée des locaux pour garantir au client un aspect conforme à la qualité attendue dans le cadre du présent contrat. Il pourra impliquer des remises en état des locaux à la charge du titulaire lorsque cela sera nécessaire.

12.6 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Les dispositions relatives à la gestion du matériel et à l'approvisionnement des produits d'entretien nécessaire à l'exécution de la prestation précisés dans le présent CCAP sont complétées des dispositions du CCTP et des grilles de recensement du présent accord-cadre.

Lorsque des matériels sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire en vue de l'exécution du contrat, aucun transfert de propriété n'est à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de respecter les horaires d'intervention. Les sols devront être secs à la fin de l'horaire d'intervention précisé dans les grilles de recensement.

Toute demande concernant le matériel ou toute dégradation y compris des locaux, devra être signalé au cadre hôtelier de l'EPSM. avant la fin du service de l'agent

Aucune rupture d'approvisionnement en consommables ne sera tolérées.

L'utilisation des auto laveuses de l'EPSM est strictement interdite.

Les locaux mis à disposition du titulaire doivent être laissés en parfait état de propreté et de fonctionnement après chaque passage. Le titulaire devra signaler toute défectuosité ou dysfonctionnement constatées avant chaque intervention.

Lorsqu'un local est partagé avec les agents de l'EPSM, les agents du titulaire sont tenus de respecter les consignes se rapportant à l'utilisation de ce local.

Le titulaire est ainsi responsable des dégradations autre que l'usure normale des locaux et équipements prêtés. Les réparations consécutives à un usage anormal, un manquement ou l'inobservation des règles d'emploi ou de sécurité seront à la charge du titulaire par application d'une pénalité prévue à l'article 16 du présent CCAP.

L'électricité et l'eau, chaude ou froide, nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations du marché sont fournies par l'établissement à titre gratuit.

Produits d'entretien et consommables fournis par le titulaire

Les dispositions des articles 6.1, 7 .1 et 8.3 du CCTP sont complétées ainsi :

Toute utilisation d'un consommable ou d'un produit d'entretien aura nécessairement obtenu la validation préalable d'un cadre responsable de l'EPSM.

Le titulaire apportera tout document technique ou précision utile dans les délais précisés par l'EPSM.

Un délai de prévenance de 15 jours est retenu.

12.7 - Gestion des accès

Les dispositions particulières d'accès aux sites sont précisées à l'annexe 1 du CCTP.

Chaque remise de clé ou de badge à un agent du titulaire donnera lieu à la signature d'un document de perception.

Toute perte ou dégradation devra être signalé sans délai aux cadre hôtelier et au responsable sécurité de l'EPSM.

Le prestataire s'acquittera alors d'une pénalité prévue à l'article 16 du présent CCAP.

12.8 - Remplacement d'un agent :

Le personnel du titulaire est remplacé pendant ses congés par un personnel de qualification équivalente.

Le titulaire s'engage, en cas d'absence imprévisible ou d'indisponibilité d'un agent, à assurer son remplacement dans les 3 heures qui suivent l'horaire prévue d'exécution des prestations.

En cas de faute de service dûment justifiée ou d'inobservation des règles de sécurité, l'établissement se réserve le droit de mettre fin à la présence de l'agent concerné sans délai ni préavis. L'opérateur économique devra alors procéder au remplacement du personnel concerné sans pouvoir prétendre à indemnité.

En cas d'absence non signalée ou lorsqu'un agent n'est pas remplacé dans les délais contractuels prévus, Il pourra être fait application de la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCAP.

12.9 - Communication avec le titulaire

Le titulaire communiquera dès la notification du marché l'adresse e-mail d'une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation à l'acheteur. Le titulaire veillera à communiquer tout changement d'adresse e-mail de contact en cours d'exécution du marché. En l'attente de cette désignation et à défaut, la personne physique désignée à l'acte d'engagement est seule habilitée à l'engager.

Lorsque la notification d'une décision ou information doit faire courir un délai, le document sera notifié soit :

- Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.
- Par courrier avec accusé réception à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.
- par courrier électronique (e-mail) avec accusé de réception ou à défaut accusé d'envoi.

L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire, à défaut l'accusé d'envoi, font foi de la notification. La date de l'accusé réception du courrier électronique ou à défaut de l'accusé d'envoi est retenue comme date de remise de la décision ou de l'information.

Toute absence programmée devra faire l'objet d'une information préalable à l'établissement bénéficiaire. Un remplaçant sera systématiquement désigné.

12.10 - Continuité de service

Le titulaire est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, y compris en cas de grève de son personnel, sauf cas de force majeure reconnus par les juridictions administratives.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévues par l'accord-cadre le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire.

13 - Transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel en fin de contrat

L'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 prévoit la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché en cas de changement de prestataire. Ces dispositions s'appliquent aux entreprises ayant une activité relevant du code APE 81.2, attributaires et sous-traitantes de l'exécution du marché lorsqu'il y a succession de prestataires pour des travaux ou prestations effectués dans les mêmes locaux.

Dans ce contexte et dans le but que l'acheteur transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce marché, le titulaire est tenu de transmettre, six mois avant la fin du marché, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations sur les lots concernés remplissant les conditions de reprise posées à l'article 7 de la convention collective susvisée. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande de l'acheteur lors de la période de passation du marché.

Les informations par lot à transmettre sous forme de liste du personnel éligible sont :

- Le temps de travail mensuel affecté au lot concerné avec horaire habituel,
- Le salaire brut mensuel correspondant incluant les charges salariales,
- La nature du contrat à reprendre,
- Les éventuels avantages acquis,
- La date d'affectation sur le marché,
- La date d'embauche déterminant l'ancienneté,
- La qualification des agents,
- Les autres éléments nécessaires à l'appréciation de la masse salariale.

Le titulaire transmet également le montant de la masse salariale brute globale correspondante. Les éléments transmis par le titulaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel et doivent être transmis sous format Excel selon le modèle de tableau récapitulatif du personnel éligible transmis par le pouvoir adjudicateur.

La demande de l'établissement bénéficiaire pourra intervenir dans les cas suivants : nouveau marché, non reconduction, résiliation ou renouvellement.

14 - Développement durable

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS applicable au présent marché, le titulaire veillera à ce que les prestations effectuées respectent les obligations législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage ainsi que celles définies dans le CCTP et particulièrement concernant le strict respect des normes EN16615 pour la réalisation des prestations de bio nettoyage des sols sans chimie.

De plus, le soumissionnaire précisera dans son offre les actions menées en terme de développement durable conformément aux dispositions de l'article 16.2 du CCAG-FCS.

15 - Constatation de l'exécution des prestations

15.1 - Contrôle de la qualité des prestations

Etat des lieux d'entrée et de sortie :

Un état des lieux contradictoire sera réalisé dans le mois qui suit le démarrage de l'exécution des prestations et dans le mois qui précède la fin du marché.

Le titulaire disposera d'un délai de 3 mois pour signaler toute surface dont l'état de propreté serait irréversible et ne permettrait pas d'atteindre les objectifs fixés par le CCTP du présent marché. A l'issue de ce délai, le titulaire ne pourra plus émettre de remarque et s'engage à entretenir toute surface conformément au marché.

Autocontrôle réalisé par le prestataire :

Les agents du titulaire compléteront la fiche de traçabilité à chaque passage.

Le titulaire s'engage à vérifier qu'elles soient correctement suivies et complétées. Dans le cas d'un suivi numérique, l'outil proposé devra être validé par l'ESPM. A défaut les fiches de contrôles de l'ESPM au format papier seront utilisés.

De plus, le responsable encadrant doit réaliser une visite hebdomadaire des différents sites d'exécution.

Il transmettra au cadre hôtelier de l'ESPM, dans les 48 heures suivant chaque visite, un rapport détaillé comprenant les fiches de traçabilité, les documents de contrôle et le cas échéant les photographies des points stratégiques demandés par l'ESPM.

Contrôle mensuel

Pour les sites bénéficiant de prestations récurrentes, le cadre hôtelier de l'ESPM effectuera une visite mensuelle en présence du titulaire.

Un rapport de contrôle sera établi par le cadre responsable hôtelier de l'ESPM à la suite de la visite. En l'absence du titulaire, l'ESPM se réserve le droit de valider le rapport en l'absence du titulaire et d'appliquer la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCAP.

Le périmètre des contrôles et le seuil d'acceptabilité retenus sont définis à l'article 11.2 du CCTP et son annexe 5.

Pour chaque anomalie constatée, l'ESPM se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCAP. Un nouveau contrôle faisant suite à une demande d'action corrective ne saurait être considéré comme un contrôle périodique. Le nombre de ces contrôles n'est pas limité.

Au fur et mesure de l'avancement du contrat, la fréquence des visites pourra être adaptée en fonction des nécessités.

Visite inopinée :

Le cadre hôtelier de l'ESPM se réserve la possibilité de procéder à des visites ponctuelles afin de vérifier la conformité des prestations avec les prescriptions du contrat. A cette occasion, les documents de traçabilité seront également examinés. Les contrôles feront l'objet d'un compte-rendu communiqué au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 12.9 du présent CCAP.

En cas de non-conformité ou d'anomalie constatées, l'ESPM pourra demander la mise en place d'action corrective ou faire application des pénalités définies à l'article 16 du présent CCAP.

Bilan trimestriel

Une réunion trimestrielle avec le titulaire sera organisée à l'initiative de l'ESPM. Le titulaire ne pourra pas refuser d'y assister. La présence d'un cadre responsable du marché est exigée.

Dans tous les cas, une première réunion aura lieu au plus tard 3 mois après le démarrage du marché. Les points validés au cours de cette réunion sont précisés à l'article 16.2 du CCTP.

L'absence du responsable ne pourra pas être un motif de report.

Si des actions sont à mener, un compte rendu adressé au titulaire mentionnera les dates d'échéance.

Le titulaire confirmera par écrit la réalisation desdites actions dans les 2 jours suivant la date d'échéance.

Au fur et mesure de l'avancement du contrat, la fréquence pourra être adaptée en fonction des nécessités.

Il pourra également être fait application des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP à l'issue des conclusions de la réunion.

16 - Pénalités

Le titulaire du marché a une obligation de résultat pour les prestations récurrentes. Ainsi il s'engage à respecter les spécifications techniques convenues et indiquées dans les documents du marché. En cas d'exécution irrégulières ou incomplètes des prestations, des pénalités particulières et dérogatoires à l'articles 14 du CCAG-FCS pourront être appliquées.

Les pénalités décrites ci-dessous sont en Euros Hors Taxe, cumulables entre elles, sans mise en demeure préalable.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, ces-dernières seront également cumulables.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Toutes les réfections et les pénalités seront imputés en premier lieu sur les sommes qui sont dues au titulaire par réfaction sur les factures émises ou à défaut à titre de recette.

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne dispense pas celui-ci d'exécuter la prestation définie au présent accord-cadre.

Les pénalités décrites ci-après sont révisables dans les mêmes termes que le forfait de rémunération annuel.

Outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, l'établissement adhérent pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées dans le présent CCAP.

16.1 - Pénalités spécifiques à l'encadrement et au pilotage, applicables aux lots 1,2 et 3

Intitulé	Modalité d'application	Montant HT
Absence du référent du marché et/ou du Chef du Service à une réunion programmée	Par cas constaté	100 €
Absence d'information en cas de modification de la situation du chef d'équipe/référent du marché	Par cas constaté	250 €
Retard de signalement par le responsable en cas d'incident	Par cas constaté	250 €
Document contractuel non complété ou non remis dans les délais	Par cas constaté	100 €
Liste nominative des agents affectés sur le marché non transmis	Par cas constaté	300 €
Clé ou badge non restitué à l'expiration du délai communiqué par l'EPSM ou à la fin du marché	Par jour calendaire de retard	75 € /clé ou badge
Perte de clé ou de badge	Par cas constaté	200 € /clé ou badge+ coût du remplacement
Absence d'information en cas de modification des statuts de l'entreprise	Par cas constaté	500 €
Sous-traitance non déclarée	Par cas constaté	500 €

16.2 - Pénalités spécifiques aux prestations récurrentes des Lots 1 et 2

Intitulé	Modalité d'application	Montant HT
Travail non conforme selon évaluation du référentiel contrôle qualité de l'EPSM	Par non-conformité	150 €
Action corrective non réalisée dans les 24 heures suivant la demande	Par jour de retard	150 €
Défaillance au niveau de l'organisation, non application d'une consigne et/ou règles de sécurité, activation/neutralisation d'alarme	Par cas constaté	150 € + coût intervention

Absence du matériel, produit ou consommables demandé Date d'expiration atteinte sur l'un des produits utilisés Norme obligatoire de produit non-respectée Procédure de l'EPSM 74 non respectée	Par cas constaté	500 €
Non-respect des règles relatives à l'évacuation des déchets ou au nettoyage des containers à déchets	Par cas constaté	100 €
Non-respect du planning contractuel	Par cas constaté	150 €
Tenue ou comportement inadapté d'un agent	Par cas constaté	50 €
Absence d'un agent sans remplacement > 3 heures	Par cas constaté	200 €
Absence d'un agent sans remplacement > 12h	Par jour d'absence	200 €
Utilisation non autorisée, perte, ou vol d'un équipement	Par cas constaté	1500 € + remplacement de l'équipement le cas échéant
Dégradation sur un équipement, infrastructure ou bâtiment	Par cas constaté	400 €

16.3 - Pénalités spécifiques aux prestations ponctuelles des Lots 1 et 2

Intitulé	Modalité d'application	Montant HT
Action corrective non réalisée dans les 24 heures suivant la demande	Par jour de retard	150 €
Défaillance au niveau de l'organisation, non application d'une consigne et/ou règles de sécurité, activation/neutralisation d'alarme	Par constat	150 € + coût intervention
Absence du matériel, produit ou consommables demandé Date d'expiration atteinte sur l'un des produits utilisés Norme obligatoire de produit non-respectée Procédure de l'EPSM 74 non respectée	Par constat	500 €
Absence d'un agent sans remplacement > 3 heures	Par constat	200 €
Absence d'un agent sans remplacement > 12h	Par jour d'absence	200 €
Non-respect des horaires ou fréquences de nettoyage ou des périodes d'intervention citées dans un bon de commande édité par l'EPSM 74	Par constat	150 €
Tenue ou comportement inadapté d'un agent	Par constat	50 €
Utilisation non autorisée, perte, ou vol d'un équipement	Par constat	1500 € + remplacement de l'équipement le cas échéant
Dégradation sur un équipement, infrastructure ou bâtiment	Par constat	400 €
Retard suite à une demande de devis	Par jour de retard	100 €

16.4 - Pénalités applicables aux lot 3

Intitulé	Modalité d'application	Montant HT
Action corrective non réalisée après 2 relances restées sans effet	Par jour de retard	150 €
Non-respect du planning contractuel	Par constat	150 €
Utilisation non autorisée, perte, ou vol d'un équipement	Par constat	1500 €
Dégradation sur un équipement, infrastructure ou bâtiment	Par constat	400 €

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

17.1 - Généralités

Dans tous les cas de figure ci-dessous, toute modification de l'accord-cadre fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans tous les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, l'accord-cadre/marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

17.2 - Modifications d'ordre financier ou administratif

Modifications des conditions de variations des prix

1- Il est prévu expressément qu'en cas d'arrêt de la série ou de l'indice concerné ou de changement de base de calcul, les parties utiliseront l'indice de remplacement proposé par l'INSEE ou l'organisme de publication en appliquant le coefficient de raccordement éventuellement proposé.

Dans le cas où l'organisme de publication ne proposerait pas d'indice de remplacement, les parties s'accorderont sur un tel indice et ses modalités d'application au marché, sur demande de la partie la plus diligente.

La formalisation par avenant ne sera pas, dans ce cas, exigée.

2- Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de révision d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :

- en cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service (modification des horaires ; l'emploi nécessaire de matériels ou de protocole nouveaux pour réaliser la prestation...)

- En cas de modification du périmètre

- Si l'application des formules de révision prévues au C.C.A.P. fait apparaître une variation de plus de 2 % par rapport au prix initial.

- Dans le cas où la variation réelle des indices de la formule de révision ne refléterait plus le coût réel des prestations ou si la définition de l'un des indices de la formule de révision venait à être modifiée ou si l'un des indices cessait d'être publié;

- En cas d'évolution importante de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'Environnement.

La procédure de révision n'entraînera pas l'interruption du jeu normal des formules de révision qui continueront à être appliquées jusqu'à l'achèvement de la procédure qui interviendra par la conclusion d'un avenant au contrat concrétisant l'accord des parties ou de la résiliation de l'accord-cadre.

Modifications des conditions administratives d'exécution

3- Les établissements hospitaliers se réservent un droit de revue annuelle des pénalités applicables. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant.

4- Les modifications fiscales (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...) seront automatiquement intégrées à l'accord-cadre. La formalisation par avenant ne sera pas dans ces cas exigés.

5 - Réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. La conclusion d'un avenant ne sera pas obligatoire : la modification pourra être intégrée automatiquement à l'accord-cadre par validation écrite du pouvoir adjudicateur.

6- L'établissement support effectuant la mise en concurrence pour le compte des établissements parties dans le cadre d'un groupement hospitalier de territoire, il est expressément prévu, afin d'assurer dans ce cadre l'effectivité du principe de convergence des marchés publics érigé par les articles L. 6132-3 3 et R. 6132-1 du Code de la santé publique

issus de la loi la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, que le présent accord-cadre soit applicable, dans ses conditions techniques, administratives et financières, à l'ensemble des membres dudit groupement concernés par l'objet de l'accord-cadre, y compris dans le cas où les établissements parties ne sont pas expressément mentionnés initialement. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant. Il est toutefois dûment précisé que les établissements parties demeurent libres d'adhérer au présent marché pour répondre à leur besoin, et qu'ils ne sont aucunement tenus par une clause d'exclusivité.

7- Changement de comptable assignataire des paiements : en cas de changement du comptable assignataire des paiements, l'établissement partie bénéficiaire en informera le titulaire. Acte de validation : Ordre de service.

Modification des circonstances d'exécution du contrat

8- Circonstances imprévisibles : lorsqu'un des circonstances imprévisibles lors de la conclusion du contrat rendent l'exécution excessivement onéreuse pour le titulaire du contrat au-delà de la simple perte de marge, dans tous les cas dans des conditions rendant impossible la poursuite du contrat, celui-ci peut en demander l'ajustement à son cocontractant. Il devra s'agir d'un événement postérieur à la conclusion du contrat et impossible à anticiper, ayant pour conséquence une hausse allant au-delà du risque commercial normalement couvert. Cette clause qui cessera de s'appliquer dès le retour à la normale, sera soumise à deux conditions cumulatives : le titulaire devra continuer à assurer ses obligations contractuelles et devra remettre tous éléments démontrant que le recours à la clause est justifié.

Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat.

Modification affectant le titulaire du contrat

9-Remplacement du titulaire initial :

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution par avenant d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications au contrat. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à la cession entre pouvoirs adjudicateurs et ne pourra faire valoir aucune demande d'indemnisation

10- Modification de la composition du groupement :

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte par avenant à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions suivantes :

- Quelle que soit la nature du groupement. Le pouvoir adjudicateur invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux.
- A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du contrat, mais sans indemnité.

Modification touchant le pouvoir adjudicateur ou les établissements bénéficiaires

11- Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le contrat puisse être transféré du pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre.

17.3 - Modifications d'ordre technique

12- En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

13- En cas de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 2 mois avant la date prévue du changement et après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à ladite réglementation. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de procédure, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation.

Dans ce cadre, à l'occasion du préavis mentionné ci-avant, le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur ses nouvelles conditions financières. Les prix ne sauront être modifiés à la hausse. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant.

14- Pendant l'exécution de l'accord-cadre, dans le cas où il serait avéré que des fournitures, produits ou matériel ne correspondent finalement pas au besoin ou ne donne pas satisfaction car inadaptées, inutilisables, défaillance qualitative, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle, inconfort manifeste à l'usage, ..., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander leur remplacement par des fournitures de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Les prix ne sauront toutefois être modifiés à la hausse. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 1 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier.

15- Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications techniques relatives aux prestations. Dans ce cadre le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. En cas de refus l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant.

Dans ces deux derniers cas, la modification ne pourra constituer une modification dite substantielle.

16- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un acte écrit ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur ;

17- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité de service. Ces modifications seront actées par avenant.

18- Article R.2122-7 du Code de la commande publique : Prestations similaires dans les conditions de l'article cité.

19- En cours d'exécution de l'accord-cadre, en cas de nouveaux services susceptibles d'intéresser le pouvoir adjudicateur, de même nature et de même fonction que ceux constituant l'objet de la présente consultation, pourront lui être proposés qui, avec son accord préalable seront, ainsi inclus à l'accord-cadre (sans pour autant bouleverser l'économie de l'accord-cadre ni porter atteinte à la libre concurrence).

Dans les deux cas énumérés ci-dessus le titulaire devra adresser sa proposition par courrier, au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 2 mois avant la date prévue de démarrage de la prestation. La mise au point de l'accord-cadre qui

s'en suivrait, sera régularisée par voie d'avenant et/ou par la passation de prestations similaires et dans les conditions prévues par le Décret OU par le Code de la commande publique.

20- Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger du titulaire de l'accord-cadre l'exécution des prestations sur d'autres sites appartenant à l'EPSM et non prévus initialement mais ayant le même objet que le présent accord-cadre. Ces éventuels ajouts ne pourront pas être substantiels au regard de l'étendue des prestations confiées au titulaire. Les prestations ainsi ajoutées ne pourront commencer à être exécutées par le titulaire de l'accord-cadre avant acceptation formelle par le pouvoir adjudicateur.

Cependant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas exiger du titulaire l'exécution des prestations sur d'autres sites appartenant à l'EPSM et non prévus initialement mais ayant le même objet que le présent accord-cadre, et de faire exécuter la prestation sur ces sites par un autre biais le cas échéant.

21- Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de retirer certains sites confiés au titulaire de l'accord-cadre, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de ce fait. Dans ce cas, la fin d'exécution des prestations prendra effet dans les délais prescrit lors de l'information du titulaire de ce changement. Ainsi, le titulaire procédera à une régularisation des prestations sur la facture du mois suivant à compter de la date d'arrêt de la prestation ou à défaut à titre de recette. Ces éventuels retraits ne pourront pas, eux non plus, être substantiels au regard du périmètre complet des prestations confiées au titulaire en application du présent accord-cadre.

22 – D'éventuels ajustements techniques, administratifs ou financiers, suite à une réunion de cadrage ou revue de contrat, sauf à être substantiels, seront pris en compte par voie d'avenant.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Généralités

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Sauf dans les cas cités à l'article 39 du CCAG-FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'Acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le titulaire sera tenu de restituer tout matériel, tenues professionnelles, badges ou clés qui lui ont été confiées au plus tard à la date effective de la résiliation.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tout document en sa possession relatifs aux prestations effectués dans le cadre du marché, ainsi que les informations relatives à la reprise de personnel prévues à l'article 13 du présent CCAP.

18.2 - Résiliation unilatérale pour un motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Il est précisé notamment que des motifs tirés de la convergence des marchés au sein du GHT Léman Mont-Blanc, consécutive d'une démarche d'internalisation des prestations ou de la recherche de performance technique ou financière constituent dans le cadre du présent contrat des motifs d'intérêt général.

18.3 - Résiliation pour événement extérieurs au marchés

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

18.4 - Résiliation pour événement liés au marché

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, l'Acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque les parties se seront entendues au préalable, au moyen d'un échange de lettres, pour mettre un terme au marché.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

18.5 - Résiliation pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles.
- Dans le cas où le titulaire tomberait dans un des cas d'exclusions prévues par le code la commande publique, ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Lorsque l'Acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

Exécution de la prestation aux frais et risques

L'Acheteur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'Acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'Acheteur.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution. A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, l'Acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'Acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, l'Acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

18.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

20 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27 et 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge aux articles 39 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services